HAL
open science

# La démocratie dans le discours politique français. Regards logométriques sur le corpus Professions de foi (1958-2007) et le corpus Frontiste (2000-2017)

Camille Bouzereau, Magali Guaresi

▶ **To cite this version:**

Camille Bouzereau, Magali Guaresi. La démocratie dans le discours politique français. Regards logométriques sur le corpus Professions de foi (1958-2007) et le corpus Frontiste (2000-2017). Neuphilologische Mitteilungen, 2019, pp.229-248. hal-02442660

**HAL Id: hal-02442660**

**https://hal.science/hal-02442660v1**

Submitted on 21 Jan 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La *démocratie* dans le discours politique français : Regards logométriques sur le corpus Professions de foi (1958–2007) et le corpus Frontiste (2000–2017)

**Résumé**
Horizon indépassable du discours politique contemporain en France, le mot *démocratie* ne saurait être réduit à un sens univoque. Il est au contraire un enjeu de luttes politiques et son sens ne se définit qu'en contextes historico-discursifs. Partant, cette contribution propose une analyse logométrique du terme dans deux vastes corpus représentatifs du discours politique français depuis 1958. Il s'agira d'abord d'observer les usages du mot en contexte dans le temps long de la Cinquième République saisie à travers douze scrutins législatifs. Puis, notre corpus du Front National – constitué des discours tenus par les deux locuteurs/trices officiels du parti sur l'intervalle 2000–2017 – permettra d'interroger les modifications sémantiques du terme dans le discours d'extrême droite, qui à l'heure de la montée des populismes connaît un écho grandissant auprès de l'électorat français.

## *1. Introduction*

La démocratie s'impose dans le discours politique contemporain comme un acquis et un horizon indépassable (Gaxie 2000) : de l'extrême gauche à l'extrême droite, tous s'en réclament et les antidémocrates sont toujours les autres. Le constat que dresse déjà François Guizot en 1849, dans *De la démocratie en France,* pourrait ainsi introduire notre étude qui vise à décrire l'usage contemporain du mot *démocratie* :

> « C'est le mot souverain, universel. Tous les partis l'invoquent et veulent se l'approprier comme un talisman. Les monarchistes ont dit : «Notre monarchie est une monarchie démocratique. C'est par là qu'elle diffère essentiellement de l'ancienne monarchie et qu'elle convient à la société nouvelle». Les républicains disent : " La République, c'est la démocratie se gouvernant elle-même. Ce gouvernement seul est en harmonie avec une société démocratique, avec ses principes, ses sentiments, ses intérêts ". Les socialistes, les communistes, les montagnards veulent que la République soit une démocratie pure, absolue. C'est pour eux la condition de sa légitimité. Tel est l'empire du mot démocratie que nul gouvernement, nul parti n'ose vivre, et ne croit le pouvoir, sans inscrire ce mot sur son drapeau, et que ceux-là se croient les plus forts qui portent ce drapeau plus haut et plus loin ».

On comprend que l'usage généralisé du mot *démocratie* et de ses dérivés laisse supposer leur grande plasticité sémantique. À l'instar d'autres mots-symboles du politique, le sens même du terme *démocratie* ne saurait être posé de façon ontologique. Il est au contraire un enjeu de luttes politiques et son sens ne se définit qu'en contextes historico-discursifs (Morin & Sourd 2007).

Partant, cette contribution propose une analyse logométrique du terme dans deux vastes corpus représentatifs du discours politique français depuis 1958. Il

s'agira d'abord d'observer les usages du mot dans le temps long de la Cinquième République saisie à travers douze scrutins législatifs. Le corpus Professions de foi qui rassemble les textes électoraux d'élu.e.s à la députation entre 1958 et 2007 (soit 1,2 million d'occurrences) permettra de rendre compte de la distribution du mot dans le temps long et de dresser un panorama de ses emplois selon les contextes politiques et les appartenances partisanes. Puis, notre corpus du Front National – constitué des discours tenus par les deux locuteurs/trices officiels du parti sur l'intervalle 2000–2017 (soit 1 million d'occurrences) – permettra d'interroger les modifications sémantiques du terme dans le discours d'extrême droite, qui à l'heure de la montée des populismes connaît un écho grandissant auprès de l'électorat français (Alduy & Wahnich 2015). Les années 2000 à 2010 rendent compte des discours de Jean-Marie Le Pen alors qu'il était président du parti. Quant à l'intervalle 2010–2017, il renvoie aux discours de Marine Le Pen.

Les analyses permises par ces deux corpus seront à la fois distinctes et complémentaires. Le corpus Professions de foi informera sur les grandes tendances de la sémantisation du concept de *démocratie* dans la parole des grands partis républicains et traditionnels de la Cinquième République et donnera l'occasion de saisir les principales mutations du sens du mot au fil des crises politiques (mai 1968 par exemple) et des successions de majorités parlementaires. Le corpus Frontiste, quant à lui, permettra le prolongement chronologique des analyses jusqu'en 2017 tout en questionnant la rupture éventuellement opérée par le discours d'extrême droite sur la démocratie. Nous situons effectivement notre travail dans le prolongement de récentes études en analyse du discours, avec Alduy et Wahnich (2015), Baider (2015), Baider et Constantinou (2017) qui s'accordent pour dire que le discours de Marine Le Pen est plus « policé » que celui de Jean-Marie Le Pen (Baider 2015 : 229) ; leur explication repose sur la volonté du FN de « rendre audible un discours extrémiste » (*ibid.*). Dans cette perspective, nous supposons que l'usage du terme *démocratie* dans le discours FN participe de cette « dédiabolisation » (Alduy & Wahnich 2015).

Sur le plan épistémologique, notre démarche herméneutique – en ce qu'elle « reconnaît comme constitutive la détermination du local par le global » (Rastier 2011 : 31) – permet de passer des méthodes quantitatives aux analyses qualitatives. Partant des travaux d'analyse de discours française avec Mayaffre (2004) et de la « critical discourse analysis » avec Wodak *et al.* (2009) nous croiserons le global et le local à travers la statistique cooccurrentielle (Mayaffre 2014). Méthodologiquement, cette contribution postule en effet que le sens ne naît qu'en contexte ou, pour le dire autrement, que la contextualisation est la condition de l'interprétation (Rastier 2001). Le retour au texte est la condition d'émergence du sens, qui n'est pas là en soi mais s'échafaude et s'interprète en contexte ou en corpus. Ce retour au texte s'incarne depuis longtemps en logométrie dans les fonctions documentaires implémentées dans les logiciels d'analyses de données : lecture linéaire du texte ou concordancier. Ces dernières années, des avancées épistémologiques, méthodologiques et techniques permettent cette analyse

contextualisante sans abandonner trop tôt les vertus de la statistique. Il s'agit alors de passer d'une statistique occurrentielle (fondée sur l'étude de la fréquence d'un mot) à une statistique cooccurrentielle (qui s'intéresse à la co-fréquence d'au moins deux mots dans une même fenêtre textuelle). La cooccurrence, récemment définie par Mayaffre (2014) comme une « unité statistique pour le texte et une unité textuelle pour la statistique », est effectivement au cœur de ce programme de recherche « contextualiste ». Concrètement, pour les logomètres, la cooccurrence est la co-présence statistiquement significative de deux mots dans une fenêtre textuelle définie (souvent le paragraphe, qui se révèle être l'unité topographique de l'idée dans le discours politique)[1]. La cooccurrence est également une paire de mots porteuse de sens : les deux items de la paire cooccurrentielle se sémantisent mutuellement et font déjà sens là où le mot seul est souvent porteur d'ambiguïté. En somme, repérer que le mot *classe*, par exemple, est surutilisé dans un discours ne suffit pas à formuler une interprétation sémantique tant le mot est équivoque. Repérer que le terme *classe* cooccurre avec *stylo*, *école* et *instituteur* est déjà plus informatif. On peut ainsi considérer la cooccurrence comme la forme minimale formalisable du co-texte et affirmer après Guiraud (1960) que le sens d'un mot « se définit finalement par la somme de ses emplois », c'est-à-dire – minimalement – par la somme de ses cooccurrents.

Dans cette perspective, notre examen de la sémantisation du concept de *démocratie* s'appuiera sur les données cooccurrentielles qui fonctionneront comme des points d'entrée et des balises, non pas anecdotiques mais saillants, dans les parcours d'interprétation du sens.

## *2. Parler de démocratie sous la Cinquième République (1958–2007)*

Pour décrire l'usage du mot *démocratie* dans le discours politique français, un corpus de professions de foi électorales a été choisi comme observatoire privilégié. Le corpus présente en effet plusieurs avantages au regard de notre recherche. La profession de foi est un texte envoyé systématiquement à tou.te.s les électeurs/trices à la veille d'un scrutin. Loin d'être un simple catalogue de mesures, elle incarne l'acte de candidature par excellence (Prost 1974 ; Deloye 1999) : elle résume l'engagement pris par les candidat.e.s, performe une identité politique et formule une promesse de représentation. Prototypique du discours électoral, la profession de foi ne se contente pas de refléter les réalités politiques mais les constitue en les énonçant ; les temps électoraux étant des moments logocratiques par excellence, lors desquels le dire et le faire se confondent (Barbet & Mayaffre 2009). En outre, le corpus de professions de foi présente l'avantage d'être représentatif de l'état des forces politiques sous la Cinquième République : il renferme les textes des

[1] Le mode de calcul hypergéométrique, implémenté dans Hyperbase Web Edition, est utilisé ici pour le repérage des cooccurrences. Soit s = nombre de paragraphes, f = fréquence du mot-pôle dans le texte, g = fréquence du mot cooccurrent dans le texte et k = cooccurrence observée. Alors : Prob (x=k) = (f ! (s+g) ! g ! (f+s) ! ) / ( k ! (f-k) ! (g-k) ! (s+k) ! (f+g+s) !).

candidat.e.s ayant remporté l'onction du suffrage universel et rend compte des majorités politiques successives au fil d'un demi-siècle (1958–2007)[2]. L'étude de l'emploi en cotexte du mot *démocratie* sur cet empan mi-séculaire permettra de saisir les principales mutations des débats autour de la notion dans le discours politique contemporain des partis traditionnels de la Cinquième République.

*2.1. Deux temps forts : le début du régime quinto-républicain et le tournant du XXIème siècle*

La première observation à formuler pour décrire l'usage de *démocratie* dans le corpus est effectivement d'ordre chronologique : loin de connaître une utilisation régulière, le mot fait l'objet d'une distribution remarquable, d'un point de vue statistique, à certaines périodes. Le graphique suivant l'indique[3].

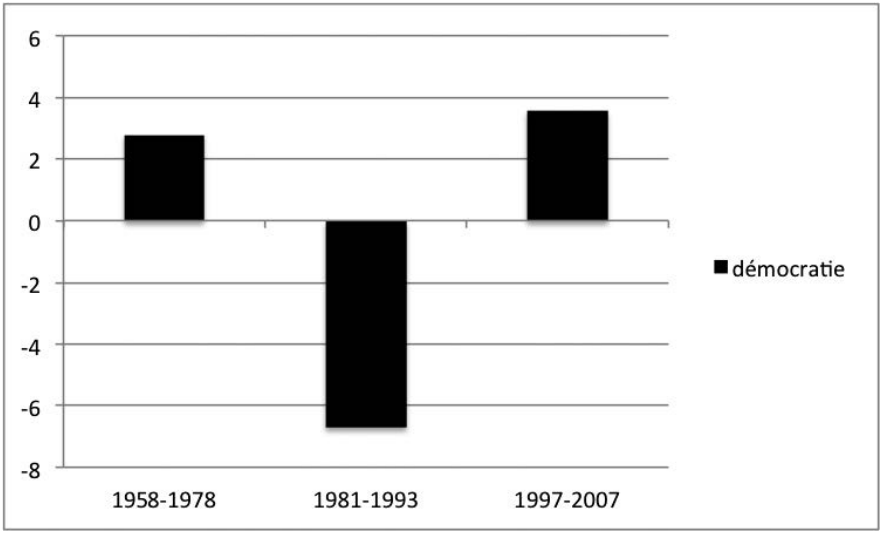


**Figure 1.** Distribution du lemme *démocratie* dans le corpus Professions de foi (1958–2007).

[2] Le corpus, constitué dans le cadre d'un travail doctoral sur le genre en politique (Guaresi 2018), comprend la quasi-totalité des proclamations électorales des femmes députées élues entre 1958 et 2007 ainsi qu'un échantillon de textes d'hommes élus dans les départements d'élection des candidates. Les professions de foi de 1986 – tenues exceptionnellement au scrutin de liste alors que toutes les autres adoptent le scrutin uninominal majoritaire à deux tours – ont été écartées du corpus de travail pour maintenir l'homogénéité nécessaire au traitement statistique.

[3] Les résultats produits dans cet article sont issus de la version Web du logiciel Hyperbase, développé à l'Université Côte d'Azur par Laurent Vanni, accessible à cette adresse : hyperbase.unice.fr

La lecture est simple : les bâtonnets positifs décrivent une sur-utilisation du mot dans les discours du début (entre 1958 et 1978) et de la fin du corpus (1997–2007) par rapport à son utilisation « normale » ou « moyenne » attestée dans l'ensemble. Les bâtonnets négatifs signalent au contraire une sous-utilisation du terme entre 1981 et 1993. On estime qu'un écart est significatif – et donc interprétable – lorsqu'il dépasse le seuil de +2 ou de -2, ce qui est le cas ici (Lafon 1984, Lebart & Salem 1994). Pour le dire autrement, la *démocratie* est évoquée de façon caractéristique sous la Cinquième République lors des deux premières décennies du régime. À cette période les institutions mises en place par le Général de Gaulle sont encore débattues. À partir de 1962, et encore plus nettement en 1967, après le passage à l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct, des voix s'élèvent à gauche contre l'exercice personnel du pouvoir du général. Les critiques redoublent en 1968 contre l'usure du pouvoir gaullien et alimentent la réorganisation de l'opposition de gauche jusqu'en 1978.

Le thème ne se distingue plus à partir des élections de 1981 et de la victoire des socialistes : le fonctionnement démocratique du régime n'est plus au centre des enjeux électoraux. La République présidentielle s'enracine et ne trouve plus de remises en question majeures dans les campagnes électorales. Pour preuve le président socialiste élu en 1981, François Mitterrand, qui dénonçait en 1965 le « coup d'état permanent » du régime gaullien, se coule naturellement dans les habits du monarque présidentiel de 1981 à 1995. D'après le graphique de spécificités, la *démocratie* redevient toutefois un enjeu du discours politique à partir de 1997 dans le contexte de la crise des régimes représentatifs qui semble affecter les pays européens (Lefebvre 2001). Questionnée voire menacée par la montée de partis dits populistes, à la fin du XXème siècle, les luttes discursives autour de la *démocratie* reprennent de l'importance dans les campagnes électorales.

### *2.2. Cooccurrences et sémantisations différentielles de la* démocratie *sous la Cinquième République*

Si c'est le même signifiant *démocratie* que les candidat.e.s aux législatives utilisent dans leur profession de foi à plus de deux décennies d'intervalle, on le devine, la définition, les enjeux et les luttes que recouvre le mot sont bien différents. L'analyse du profil cooccurrentiel du terme dans les textes lors des deux grandes périodes de sur-utilisation, 1958–1978 d'une part et 1997–2007 d'autre part, le suggère : très peu de cooccurrents sont communs aux deux époques. Les deux nuages de mots, qui présentent les principaux noms et adjectifs associés au terme *démocratie* au début et à la fin du corpus, indiquent deux discours très différents[4].

[4] Ce nuage de mots présente les principaux cooccurrents du lemme *démocratie*. Leur position sur la figure est aléatoire, seule la taille des mots rend compte de la force de la cooccurrence avec le mot-pôle.

**Figure 2.** Cooccurrents (noms et adjectifs) de *démocratie* entre 1958 et 1978.

**Figure 3.** Cooccurrents (noms et adjectifs) de *démocratie* entre 1997 et 2007.

*2.2.1. La* démocratie *: un mot au cœur des luttes idéologiques (1958–1978)*

Lors de la première décennie du corpus, la *démocratie* est au cœur de luttes partisanes et idéologiques. Très fréquent dans les proclamations électorales de gauche, le mot est associé de façon privilégiée aux lemmes *communiste* (+9,29) et *socialisme* (+6,69). Alors que s'installe la Cinquième République gaullienne, et que s'affirme le processus de présidentialisation en 1965, les candidat.e.s des partis du mouvement réclament une « démocratie nouvelle ». Contre le « pouvoir personnel » du général, l'union des forces de gauche autoproclamées « démocratiques » doit aboutir au renouvellement du fonctionnement de la démocratie, ainsi que le résume ce passage de la profession de Fernand Dupuy, caractéristique du discours sur la démocratie au début du corpus :

> 1. Repoussant toute collusion avec la droite réactionnaire tournée vers le passé, le parti *communiste* préconise l'union de toutes les forces ouvrières *démocratiques*, l'unité d'action des *communistes*, des *socialistes* et des républicains de toutes nuances.
>
> Vers une *démocratie nouvelle*.
>
> Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, mais de toutes les énergies nationales et *démocratiques*. C'est dans cet esprit que le programme du parti *communiste* français prévoit (...) L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée constituante chargée d'établir une constitution *démocratique* assurant réellement la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'école et de l'état, la garantie des libertés politiques et syndicales, le contrôle *démocratique* de la radio et de la télévision (Dupuy, Parti communiste français, Seine, 1962).

À cette date, la *démocratie* est affaire de constitution. Les candidat.e.s promettent de remettre en discussion celle de 1958 dans le but de réorganiser les pouvoirs et les modalités de la délégation de la souveraineté populaire. Mais à cette conception constitutionnelle de la démocratie s'ajoute également une dimension plus large dans les tracts de la gauche. Comme le suggère la suite de l'extrait de Fernand Dupuy, la démocratie ne se réalise qu'à travers un *programme* (+8,26) plus large qui touche aux libertés politiques, syndicales ou encore à la sphère socio-économique. En témoignent les substantifs qui fréquentent le mot de façon privilégiée entre 1958 et 1978 tels *paix* (+8,45), *progrès* (+7,48), *jeunesse* (+5,25) ou *social* (+5,01) que l'on retrouve en partie dans cet extrait de Claire Vergnaud :

> 2. Le parti communiste français veut contribuer à la création d'une *démocratie* réelle. Son *programme*, qui a été envoyé à tous les électeurs, fonde la *démocratie* sur des réformes profondes, destinées à développer l'économie au service du plus grand nombre ; à résoudre les problèmes qui commandent l'avenir national : l'éducation nationale, recherche scientifique, logement et santé ; à pratiquer une véritable politique de *paix* et d'indépendance, dans la coopération avec tous les pays. (Vergnaud, Parti communiste français, Paris, 1967)

Dans leur proclamation, les impétrant.e.s de gauche dépassent la conception institutionnelle libérale de la *démocratie*. Celle-ci ne se réduit pas, selon elles/eux à un système de gouvernement permettant la libre expression de la souveraineté nationale. Dans leur vision, la *démocratie* qualifiée de *réelle* (l'adjectif est un cooccurrent à hauteur d'un indice de +5,04) est un projet de justice sociale et économique, d'éducation, de politique internationale. Dans la tradition de la gauche jacobine depuis 1793, les locuteurs/trices de gauche demandent une réorientation substantielle du régime quinto-républicain pour l'aboutissement réel et complet de la *démocratie*, comprise dans une dimension politique mais aussi sociale et économique globale. Face à ces promesses, les gaullistes répondent par la *démocratie moderne* (+7,34) pour dénoncer en creux l'archaïsme et les dangers des propositions de la gauche pour la stabilité de l'État français :

> 3. Le gaullisme, ce n'est pas la croyance aveugle en un chef, c'est d'abord la conviction d'une main sûre qui doit tenir la barre si nous voulons vivre en hommes libres dans une *démocratie moderne*, et que l'essentiel national doit échapper aux fluctuations des jeux politiques. Mais c'est aussi la conviction inébranlable et raisonnée, que l'homme du 18 juin, qui a rendu l'espoir à la France en 1940, qui a rétabli la République en 1944, l'a de nouveau sauvée en 1958, en janvier 1960 (barricades d'Alger) et en avril 1961 (putsch des généraux), que cet homme est le plus sûr garant de notre dignité nationale et de nos libertés de citoyens. La France sait qu'elle n'a rien à craindre de lui, mais tout à redouter de ses adversaires (Poirier, Union pour la nouvelle République, Seine et Oise, 1962).

À travers ces quelques exemples, il apparaît nettement que les élu.e.s du début de la période se disputent la définition de la *démocratie* légitime. Comme l'indiquent les cooccurrents du mot (figure 2), le recours à l'adjectif qualificatif (*réel* pour les un.e.s, *moderne* pour les autres) est fréquent. En tant que catégorie grammaticale qui, selon Barthes (2002 : 85) « contredit le neutre », c'est-à-dire le sens par défaut que l'on attribue aux mots, l'adjectif permet de requalifier les concepts. Concrètement, dans les professions de foi, les candidat.e.s qualifient positivement leur vision de la *démocratie* pour susciter l'adhésion à leur modèle et rejeter celui du camp adverse. L'opposition partisane et idéologique autour du mot *démocratie* renvoie aux modalités mêmes de l'exercice de la démocratie dans la première partie de la Cinquième République. À cette époque, c'est une démocratie de partis qui s'exprime. Comme l'a bien théorisé Manin (1996), les organisations partisanes fonctionnent comme des entreprises pérennes et structurées et transforment les relations entre électeurs/trices et élu.e.s et produisent deux grandes visions de la *démocratie*. Reste que si à gauche, c'est moins la fidélité à un homme que l'allégeance à un parti et à son discours qui domine, à droite, l'incarnation du pouvoir par un individu reste valorisée, comme l'illustre l'extrait du texte du gaulliste Jean-Marie Poirier (ex. 3).

Cette lutte pour l'accaparement du terme dans les professions de foi atteint son apogée lors de la crise de mai 1968, tandis que les forces étudiantes et ouvrières se lient pour protester contre le pouvoir gaulliste décrit comme conservateur et usé. Les candidat.e.s de gauche, *a fortiori* communistes, martèlent leur programme démocratique dans l'articulation aux mobilisations sociales (ouvrières et pacifistes par exemple). Fernand Dupuy, réélu en 1968, répète ainsi le terme et ses dérivés (*démocratique*) près de dix fois dans son texte :

> 4. Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le parti communiste soumet aux électeurs son programme *démocratique* et social avancé.
>
> Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis *démocratiques* et le soutien actif des masses populaires.

> Dans l'ordre économique : il s'affirme une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion *démocratique* des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan *démocratique* de développement.
>
> Dans l'ordre social : il met l'accent sur l'augmentation des salaires […], la nécessité d'une réforme profonde de l'enseignement pour une université moderne et *démocratique* dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'ORTF. […]
>
> Voter communiste, c'est approuver ce programme de *démocratie*, de progrès social et de paix qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France; c'est se prononcer pour la *démocratie* et le socialisme (Dupuy, Parti communiste français, Val-de-Marne, 1968)

De l'autre côté de l'échiquier politique, dans le climat de peur sociale et de désaffection de l'opinion publique qui suit mai 1968, les candidat.e.s des partis de la droite et du centre parviennent à se poser comme les garants de la démocratie, c'est-à-dire de l'ordre, face à la menace de la *démocratie populaire* devenue en discours synonyme de *dictature* (+5,57) :

> 5. Débordant souvent les responsables des grandes organisations syndicales, ces minorités ont tenté d'imposer leurs conceptions par la violence. Un climat d'illégalité s'est instauré, qui a mené le pays aux limites de la guerre civile et de la faillite économique. On a pu craindre que s'installe en France une sorte de *démocratie populaire* qui aurait été menée en fait par les communistes de tous bords. Le premier objectif de l'élection du 23 juin est de permettre aux Français de proclamer qu'ils refusent tout régime totalitaire, qu'ils veulent garder leurs libertés, toutes leurs libertés, qu'ils n'acceptent pas que sur les édifices publics flottent d'autres drapeaux que le tricolore (Pleven, Progrès et Démocratie Moderne, Côtes du Nord, 1968).
>
> 6. J'ai choisi avec le détenteur de la légitimité républicaine, le président république Charles de Gaulle, l'ordre et la liberté dans la paix civile. Si vous êtes contre l'anarchie, contre la *dictature*, contre la *démocratie populaire.* Votez massivement et sans abstentions le 23 juin pour Magdeleine Aymé de la Chevrelière (Aymé de la Chevrelière, Union pour la Défense de la République, Deux-Sèvres, 1968).

En utilisant le syntagme *démocratie populaire* et en jouant sur la polysémie de *populaire* dans ce cas, les candidat.e.s agitent la menace du totalitarisme soviétique en même temps qu'elles/ils dénoncent l'irruption directe du peuple dans les affaires politiques. Celle-ci est décrite comme un facteur de désordre et d'anarchie. À la participation des masses populaires, les élu.e.s de 1968 préfèrent une conception libérale de la démocratie dans laquelle le peuple ne peut intervenir que via ses représentant.e.s légitimement désignés par l'élection (Manin 1996).

*2.2.2. La démocratie à l'heure de la crise de la représentation (1997–2007)*

Entre 1997 et 2007, la *démocratie* fait l'objet d'usages discursifs différents. D'abord, avec le phénomène de présidentialisation accrue du régime (Poguntke & Webb 2005), marqué par le passage au mandat quinquennal pour la présidence de la République à partir de 2002, les législatives sont souvent réduites à des élections de confirmation. Dans ce contexte, l'emploi du mot *démocratie* est tour à tour un moyen de défendre, comme le suggèrent les cooccurrences les plus fortes, un *équilibre* (+5,92) entre pouvoir exécutif et pouvoir du *parlement* (+7,13) ou le *pluralisme* (+5,73) politique. Par exemple dans l'extrait suivant (7), Jean-Louis Idiard défend sa candidature au nom d'un équilibre des pouvoirs à assurer entre la gauche et la droite, camp qui détient un quasi-monopole sur les institutions après la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle en 2007 :

> 7. Dans tous les cas de figure, pour la vivacité de la *démocratie*, la gauche doit s'exprimer fortement dès ce premier tour et ré*équilibrer* la domination de la droite sur toutes les institutions de la République (Présidence de la République, Sénat, Conseil constitutionnel, Conseil supérieur de l'audiovisuel...) (Idiart, Parti socialiste, Haute Garonne, 2007).

*A contrario*, dans la bouche des candidat.e.s de la majorité présidentielle du moment, la *démocratie* s'oppose au partage du pouvoir que peut constituer la *cohabitation* :

> 8. Faites un choix clair pour la France et notre *démocratie*. Pour en finir avec la *cohabitation* paralysante (Paillé, Union pour la majorité présidentielle, Deux Sèvres, 2002).

Bien sûr, le suremploi de *démocratie* dans la dernière décennie du corpus renvoie également à la présence surprise de l'extrême droite au second tour des présidentielles en 2002. Le front républicain, presque unanimement défendu, rejette alors le parti frontiste hors des bornes de la *démocratie* :

> 9. Je suis candidat pour faire barrage à l'extrême droite. Comme vous l'avez si bien exprimé dans la rue le 1er mai et dans les urnes le 5 mai, confirmez votre rejet absolu du racisme et de l'intolérance, votre adhésion aux valeurs de la *démocratie* et de la République. Le front national a été heureusement battu, mais il n'a pas disparu. Le danger est toujours là, y compris dans notre circonscription (Braouzec, Parti communiste français, Seine Saint Denis, 2002).

Mais la majeure partie des emplois du vocable atteste d'un discours nouveau et d'enjeux propres à la fin de la période. La *démocratie* est de moins en moins considérée dans le cadre des luttes politico-idéologiques entre partis mais est davantage pensée dans les modalités de son fonctionnement. C'est en particulier les relations entre les *citoyens* (+13,46) – le mot est le premier cooccurrent de *démocratie* entre 1997 et 2007 – et les institutions qui sont au centre des débats. Il ne s'agit plus de modifier le régime de façon substantielle mais d'en améliorer

la participation de tou.te.s. Ainsi, la démocratie de la fin du corpus est-elle *participative* (+11,48) et doit permettre la collaboration de chacun.e :

> 10. Je m'engage à construire des rapports nouveaux entre la politique et les citoyens, car la *démocratie* ne s'octroie pas, elle se réalise tous les jours dans la *participation* active à la vie de la cité [...] (Cochet, Les Verts, Paris, 2002).

> 11. La nouvelle *démocratie* part de la base, du local, de chaque électeur et de chaque acteur de la vie tant économique qu'associative. On a trop souffert de visions déformées qui dictaient d'en haut les décisions inadaptées. Cette nouvelle *démocratie* est celle où décision se conjugue avec concertation (Morisset, Union pour la démocratie française, Deux-Sèvres, 1997).

Ayant pris acte de la crise de confiance de l'électorat et de l'affaiblissement des partis, les futurs député.e.s promettent de rétablir un *dialogue* (+7,51), un contact avec l'électorat comme l'illustrent les deux passages ci-dessous caractéristiques du discours électoral de la dernière décennie du corpus (1997–2007) :

> 12. Cette démarche de *dialogue*, d'écoute et de respect, nous nous efforçons de l'impulser à Drancy et à Bobigny. Vous le savez, nous avons misé sur la *démocratie* directe, sur les rencontres de quartiers, les liens avec le mouvement associatif pour toujours mieux répondre à vos aspirations (Gayssot, PCF, Seine Saint Denis, 1997).

> 13. Vous avez aussi appelé de façon pressante les dirigeants politiques à renouer un contact d'égal à égal avec chacune et chacun, à inventer avec vous et au milieu de vous, une façon utile et originale de vivre la *démocratie* (Buffet, PCF, Seine Saint Denis, 2002).

À la lecture systématique des paragraphes évoquant la *démocratie*, on comprend que les façons de faire « vivre la démocratie » relèvent peu de la rénovation des modalités de délégation du pouvoir (la mise en place d'un référendum d'initiative populaire ou le changement de République par exemple). En revanche, les professions de foi proposent massivement la valorisation d'une démocratie de proximité comme solution au malaise démocratique. Cette proximité revêt une dimension géographique (*local* +6,28) mais également attentionnelle (être à l'*écoute* +4,27) ou relationnelle (être *proche* +4,33).

Au tournant du XX$^{ème}$ et du XXI$^{ème}$ siècles, le discours sur la *démocratie* vise surtout à performer un dialogue, une concertation, une proximité avec les citoyen.ne.s – posture qui repose moins sur une transformation substantielle des modes de délégation du pouvoir que sur un renouvellement des représentant.e.s[5] et une repersonnalisation de la vie politique. Les candidat.e.s à la députation à partir de

[5] Comptés en bonne place parmi les cooccurrents de *démocratie*, la *parité* (+6,3), la limitation du *cumul des mandats* (+6,65) ou le caractère *irréprochable* (+6,14) des politi-

1997 développent ainsi de longs passages de promesse de proximité dans lesquels leur implication personnelle est exhibée à la première personne :

> 14. Dans les Hautes-Alpes, je serai un député de proximité à votre écoute, je me battrai pour faire avancer vos projets ou vos dossiers […]. Je m'engage à travailler avec vous et pour vous dans la transparence, avec l'honnêteté, l'intégrité et la sincérité dont j'ai toujours fait preuve. Je m'engage à respecter ma parole, à être présente à vos côtés, à votre écoute, pour répondre à vos besoins et conduire une action efficace » (Martinez, Union pour la majorité présidentielle, Hautes-Alpes, 2002).

Dans ces conditions, la défense d'une démocratie *vivante* (+11,22), telle qu'elle est essentiellement qualifiée à partir de 1997 dans le corpus, traduit avant tout la mort de la démocratie des partis (Manin 1996) d'une part, et les faiblesses de la personnalisation de la vie politique d'autre part. Les individus élus sont socialement sur-sélectionnés (Costa & Kerrouche 2007), et ne parviennent pas, en raison de leurs caractéristiques sociales intrinsèques, à combler le fossé qui les sépare des citoyen.ne.s. Dans ce contexte, le discours sur la *démocratie* apparaît comme une tentative de faire vivre le dialogue.

### *3. La démocratie dans le discours d'extrême droite en France (2000–2017)*

La démocratie dans le discours d'extrême droite en France sera examinée à travers l'analyse des discours du Front National (FN) – parti politique français créé en 1972 et dirigé successivement par Jean-Marie et Marine Le Pen. Nos analyses ont été réalisées grâce à la création de quatre bases de données, disponibles sur la version web du logiciel Hyperbase. La première base comprend les discours (déclarations, interviews, conférences) de Jean-Marie Le Pen (JMLP) sur l'intervalle 2000–2010 et ceux de Marine Le Pen (MLP) sur l'intervalle 2010–2017. Les trois suivantes regroupent chacune les discours de meeting des campagnes présidentielles de 2007, 2012 et 2017.

Si dans le corpus consacré aux professions de foi, parler de *démocratie* servait soit à en redéfinir la substance, soit à décrire les modalités de son fonctionnement, nos résultats révèlent que les emplois du terme *démocratie* dans le discours FN s'inscrivent dans ces deux cas de figure. Aussi, et il s'agira de le démontrer, le discours FN sur la démocratie – qu'il soit prononcé par Jean-Marie Le Pen ou Marine Le Pen – repose-t-il toujours sur les mêmes réseaux sémantiques et schémas argumentatifs.

cien.ne.s apparaissent comme des moyens d'action privilégiés pour renouveler la classe politique, comme le synthétise la déclaration de la candidate socialiste George Pau Langevin :

En présentant ma candidature, le Parti socialiste a montré qu'il a entendu le message de rénovation *démocratique*, indispensable pour retisser le lien de confiance entre vous et vos élus, en donnant toute leur place aux femmes, en mettant un terme au *cumul*, sans fin, de toutes les fonctions électives (Pau Langevin, Parti socialiste, Paris, 2007).

*3.1. La démocratie chez Marine Le Pen : de la nation à la proximité (2010–2017)*
Sur la base consacrée aux discours lepéniens, le terme *démocratie* est surexploité en 2000, mais se retrouve automatisé à partir des années 2011, quand Marine Le Pen devient présidente du parti.

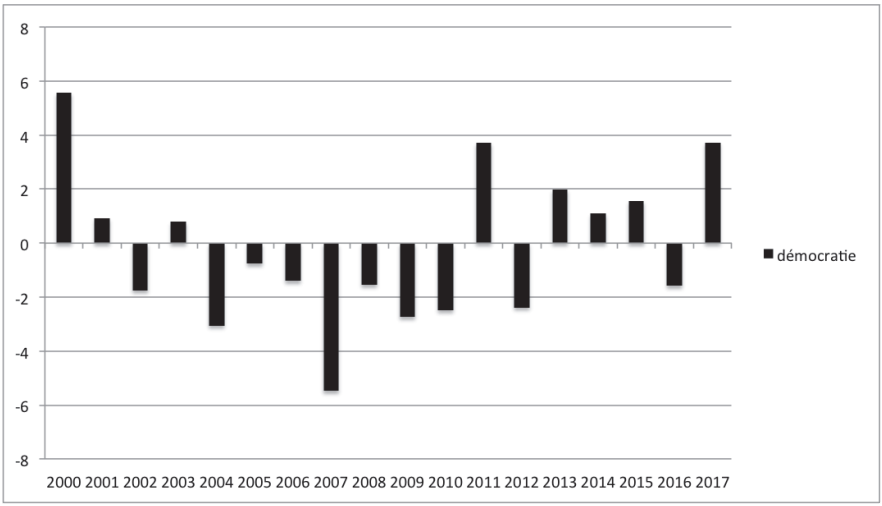


**Figure 4**. Distribution de *démocratie* dans le discours du Front National (2000–2017).

Dans un premier temps, notre propos sera donc d'observer les principaux termes qui entourent le substantif *démocratie* dans le discours de Marine Le Pen lors des campagnes présidentielles de 2012 et de 2017. Durant la campagne de 2012, la candidate surexploite le terme (+3,2) par rapport à ses concurrents (François Hollande, Nicolas Sarkozy et Jean-Luc Mélenchon dans notre base de données). En 2017, l'indice de sur-utilisation du vocable demeure significatif (+2,79) par rapport aux partitions d'Emmanuel Macron, de François Fillon et de Jean-Luc Mélenchon. Outre ce résultat quantitatif qui singularise le discours frontiste, l'analyse cooccurrentielle de *démocratie* révèle dans un premier temps les thématiques électorales de chaque campagne.

Afin d'illustrer cette diversité d'emplois, nous analyserons deux nuages de mots[6] qui présentent les principaux noms et adjectifs associés au terme *démocratie* chez Marine Le Pen :

[6] Figures 5 et 7. La figure 6 représente un calcul de poly-cooccurrence entre les termes démocratie et nation en 2012.

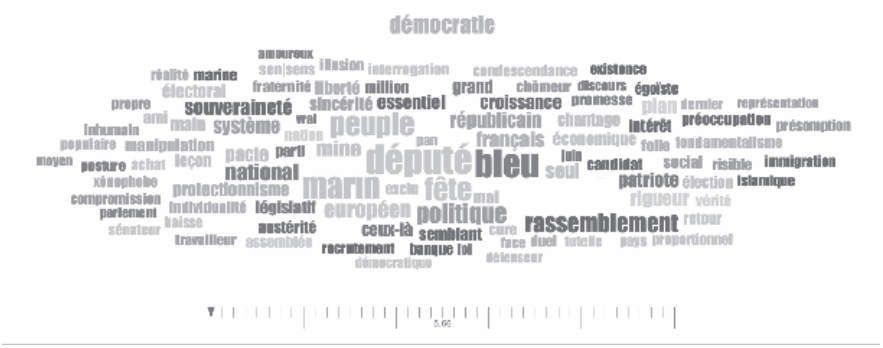


**Figure 5**. La *démocratie* chez Marine Le Pen en 2012.

En 2012, la démocratie est consubstantielle du *protectionnisme* (+11,73) parce qu'il devient primordial de protéger la *nation* (+9,6). Un calcul de poly-cooccurrence révèle d'ailleurs que le terme *démocratie* entretient un lien sémantique essentiel avec *nation*. On observe effectivement dans la figure 6 que le réseau sémantique reliant les deux termes repose par exemple sur les substantifs *système* et *protectionnisme*. Le système est présenté comme responsable de l'état piteux de la démocratie actuelle et aussi comme le principal opposant au projet de rénovation du Front national.

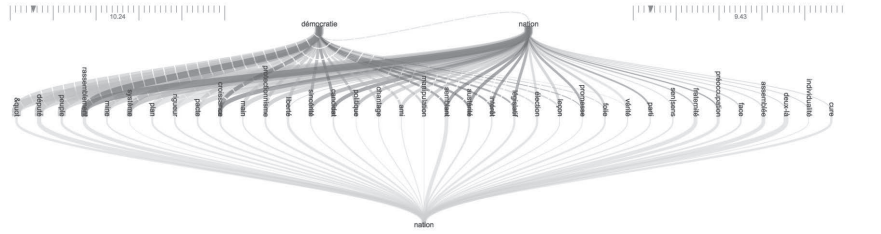


**Figure 6**. Poly-cooccurrence de *démocratie* chez Marine Le Pen en 2012.

**Figure 7**. La *démocratie* chez Marine Le Pen en 2017.

La campagne de 2017 promet une démocratie représentative modernisée, une démocratie *adulte* (+3,57), soit une démocratie *directe* (+6,51), de *proximité* (+7,64) dont le contrôle sera fait par le *peuple* (+9,87). Cette *démocratie* axée sur une transformation des modes de représentation du peuple entretient un lien presque substantiel avec le terme *référendum*, son premier cooccurrent nominal (+12,03). Marine Le Pen propose une révision *constitutionnelle* (+7,05). Cette constitution sera amenée par le peuple *souverain*. Contre la vision de la *démocratie* que propage l'*union* (+9,72) *européenne* (+12,58), cette idée d'une démocratie locale et participative caractérise le discours frontiste de la campagne 2017.

C'est donc la relation entre nation et démocratie (contre la vision du système) qui domine en 2012, quand en 2017, Marine Le Pen privilégie un discours porté sur les modalités de délégation de pouvoir (contre le fonctionnement de l'Union européenne). Notons que si les termes *parlement*, *référendum* et *représentation* sont cooccurrentiels de *démocratie* dans les discours de campagne FN en 2017, les occurrences *pluralisme*, *représentation* et *représentative* font déjà partie du réseau sémantique qui entoure la démocratie dans les discours de Jean-Marie Le Pen depuis 2000. Ces profils cooccurrentiels renvoient donc à des choix de campagne mais la conception FN de la démocratie est balisée depuis longtemps. C'est ce qu'il s'agira donc de présenter à travers une analyse du contexte argumentatif dans lequel se manifestent ces réseaux sémantiques.

*3.2. La démocratie dans le raisonnement argumentatif du Front National*

Après avoir comparé le profil cooccurrentiel du substantif *démocratie* chez Marine Le Pen par rapport à ses adversaires en 2012, puis en 2017, nous nous concentrerons ici sur la base de données axée sur les discours lepéniens, père et fille, dans l'intervalle 2000–2017.

Le discours FN sur la démocratie révèle systématiquement un schéma argumentatif qui procède en trois temps, l'enjeu discursif étant de faire valoir un

contre-discours opposé aux discours des gouvernants. Partant d'un passé idéal via un retour à la définition originelle du concept (i), les deux locuteurs/trices FN décrivent ensuite l'état désastreux de la démocratie en France aujourd'hui (ii) pour proposer un avenir providentiel grâce à la vision FN, qui sera un retour vers le concept originel (iii).

i. Dans un premier temps donc, les Le Pen qui parlent de démocratie renvoient à un passé idéal qui retourne à l'origine substantielle du concept :

> 15. En clair, nous voulons pouvoir décider chez nous de ce qui est bon pour nous. C'est simple et c'est l'essence même de la démocratie depuis des millénaires, depuis la Grèce-Antique (Marine Le Pen, le 16 janvier 2011 à Tours).

Le 16 janvier 2011, Marine Le Pen succède à son père pour assumer la présidence du Front National. Dans le cadre de ce discours de passation de pouvoir, la locutrice introduit les nouveaux objectifs du parti : le Front National est un outil pour *reprendre le pouvoir*, afin de réinstaurer un *État-Nation*, *protecteur* et *luttant contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi*. Cette politique devra passer par l'affranchissement de la nation et par la restauration des *droits fondamentaux* – : glosé juste ensuite par un renvoi au sens étymologique du concept démocratique : « le pouvoir du peuple, par le peuple, et pour le peuple ». Dans notre extrait, cette tentative de devenir acteur politique est représentée discursivement avec la tentative de devenir agent sémantique par la jonction du verbe de volition *vouloir* à la périphrase verbale d'éventualité *pouvoir décider*. La présence de trois pronoms de la première personne du pluriel inclut les citoyens français au combat d'action FN, tout en excluant tous les autres. En effet, se fondant sur une référence historique par le syntagme prépositionnel *depuis la Grèce-Antique*, Marine Le Pen transforme le sens étymologique du terme par un énoncé excluant ses cibles politiques principales : « nous voulons pouvoir décider chez nous de ce qui est bon pour nous ». Les références étymologique et historique renvoient l'image de la démocratie antique comme l'idéal démocratique, comme l'idéal auquel il faut tendre – image fortement véhiculée dans les discours lepéniens selon l'idée que revenir à la source d'un concept c'est revenir à sa vérité. Notons également que la locution adverbiale *en clair* et la proposition à présentatif *c'est simple* confèrent à l'extrait une valeur didactique. En outre, le coordonnant *et* reliant entre elles les deux propositions à présentatif *c'est simple* et *c'est l'essence même de la démocratie* vise à créer une relation d'égalité entre l'idée de démocratie originelle et la conception FN du concept : « nous voulons pouvoir décider chez nous de ce qui est bon pour nous ». Le Front National est le seul qui dise la vérité sur la démocratie et dans ce cadre, les discours des adversaires sur le concept sont toujours critiqués.

ii. La seconde étape du raisonnement renvoie au présent calamiteux que vit actuellement la démocratie française anéantie par le système et ses représentants. Jean-Marie Le Pen dénonce ici l'imposture omniprésente de notre société (nous vivons une fausse démocratie parce qu'une fausse alternance donc nous sommes dans un pays totalitaire). La tromperie étant ainsi mise au grand jour, ce discours tend à renvoyer l'ethos du révélateur de ce qu'est réellement la politique française aujourd'hui.

> 16. Notre pays qui donne généreusement au monde des leçons de démocratie, est lui-même une démocratie de carton, et en fait un pays totalitaire où la classe politique (gauche-droite confondues), n'a qu'un seul objectif : se maintenir au pouvoir par n'importe quel moyen. Pour cela, elle persécute la seule opposition qu'est le Front National, parce qu'elle est l'opposition nationale à toutes les menées euro-mondialistes qui leur sont communes (Jean-Marie Le Pen, le 1er mai 2001 à Paris).

Ce discours du 1er mai – traditionnel dans l'histoire du parti FN – s'ouvre sur l'éloge des travailleurs et sur un appel à l'éveil patriotique de la jeunesse *de France* et *des Nations européennes* dont dépend l'avenir du pays. Dans ce cadre, le locuteur critique l'absence démocratique en France et le complot à l'œuvre contre le FN et contre la nation. Les nombreuses caractérisations de *pays* et de *démocratie* permettent une large critique sur l'état politique actuel. En revanche, la critique des opposants est unique. Il s'agit du même groupe dont l'objectif est le pouvoir (d'ailleurs le groupe verbal *n'a qu'un seul* renforce cette caractéristique). Dans le discours FN, disqualifier l'adversaire passe systématiquement par un processus d'uniformisation. Cette relation d'égalité entre les opposants leur permet ainsi de remodeler le paysage politique français. En effet, en indifférenciant les autres face à lui, le Front national édifie une frontière : celle qui oppose le FN à l'ensemble des autres partis, et c'est justement cette frontière qui permet d'imposer leur discours comme un contre-discours. En effet, cette étape intermédiaire prépare le terrain pour la troisième et dernière, soit l'exposition d'un futur providentiel grâce à la vision du monde FN.

iii. Effectivement, l'avenir devient salutaire si l'auditeur adhère à l'idéologie proposée par le Front National, soit une démocratie référendaire et nationale. Cette conception de la démocratie se définit dans sa relation d'opposition avec la démocratie *de carton* que proposent les *euro-mondialistes* :

> 17. Le système politique français est bloqué, les institutions sont affaiblies, la démocratie bafouée. Pour sortir de cette confusion, je m'engage à instituer une République référendaire et à organiser le gouvernement du peuple par le peuple en consultant les Français sur les sujets essentiels qui déterminent leur avenir : l'Europe, l'immigration, le fiscalisme, l'enseignement et la sécurité (Jean-Marie Le Pen, le 23 septembre 2001 à Paris).

Faisant suite aux attentats du 11 septembre 2001 à New-York, ce discours de Jean-Marie Le Pen décrit l'état vulnérable de la France – état critique causé par les responsables politiques actuels. Dans ce cadre, la démocratie fait l'objet du mépris de ces politiques. Contre cela, le Front National propose une autre conception de la démocratie. Notons que la conception démocratique du Front National repose essentiellement sur une vision référendaire. Le gouvernement peut faire appel au peuple sur les sujets *essentiels* mais la liste – et on le voit dans cet exemple – est préétablie.

L'avenir est également salvateur si la France redevient une nation forte. L'énoncé suivant oppose la *démocratie des nations* à la vision *droit de l'hommiste* des politiques français. Le néologisme *droit de l'hommisme* formé par le suffixe en *-isme* à valeur totalisante porte une stratégie très lepénienne (en effet, la création lexicale formée par les suffixes en *-isme* est révélée statistiquement spécifique du discours lepénien en campagne). Ce néologisme dénonce une fausse idéologie : sous couvert de défendre l'ensemble de l'humanité, la classe politique ne défend que ses intérêts.

> 18. L'objectif de cette conférence de presse est […] de vous exposer ma vision du monde qui n'a rien à voir avec le soutien à des régimes autoritaires, mais qui s'appuie à la fois sur le réalisme géopolitique et l'idéal de démocratie des nations, ce qui est très différent de l'idéologie du Droit de l'Hommisme et l'ingérence, laquelle, en réalité n'est que le masque des intérêts les plus cyniques (Marine Le Pen, le 22 janvier 2014 à Paris).

Ici encore, la vision FN de la démocratie se met à exister discursivement en s'érigeant contre la vision des autres, vision du monde représentée par le néologisme en « isme » qui lui confère une valeur totalisante.

### *4. Conclusion*

Les parcours de lecture cooccurrentiels menés au cours de cette étude sur le mot *démocratie* confirment la plasticité sémantique du concept au fil de l'histoire politique française. Celui-ci est l'objet de luttes discursives entre les responsables politiques qui tentent de lui donner une définition congruente avec leur vision du monde dans l'espoir de rallier l'adhésion de la majorité et de remporter les élections.

Concrètement, le panorama chronologique des emplois du mot dans le discours électoral contemporain a montré que la démocratie est d'abord au cœur des oppositions partisanes et idéologiques. La défense par les un.e.s d'une démocratie sur le modèle libéral ou pour les autres d'une démocratie sociale plus aboutie structure la confrontation entre les partis de gouvernement et leurs opposants à gauche. Le discours sur la *démocratie* rend compte des enjeux idéologiques substantiels qui s'opposent encore à cette époque là. Puis, le concept se retrouve de nouveau sur-utilisé à la fin des années 1990 mais rend compte de problématiques nouvelles. L'enjeu dominant est alors de répondre au constat de la crise de la représentation pensée comme le résultat d'une distance grandissante entre les

élites et les citoyen.ne.s. Dans cette perspective, le discours politique des partis traditionnels repose sur une valorisation d'une démocratie participative, locale et davantage axée sur le dialogue.

En 2017, en effet, tout en revendiquant explicitement un contre-discours, un discours qui n'existe que pour contrecarrer le pouvoir en place, Marine Le Pen reprend elle aussi cette conception démocratique participative et locale. Cette stratégie lui permet, en contrepoint de faire valoir sa vision eurosceptique et d'ancrer la représentation politique au plus près des Français.e.s. C'est cette stratégie discursive dialectique qui oppose le déficit démocratique de l'Union européenne à la démocratie de proximité qui lui permet sans doute d'accéder au second tour du scrutin présidentiel.

Université Nice Côte d'Azur — Camille Bouzereau
Université Nice Côte d'Azur — Magali Guaresi

## Références

Alduy, Cécile & Stéphane Wahnich 2015. *Marine Le Pen prise aux mots* : *Décryptage d'un nouveau discours frontiste*. Paris : Seuil.

Baider, Fabienne 2015. La parole inversée ? Marine Le Pen et son identité-ressource langagière. *Nouvelles Perspectives en Sciences Sociales* 11 (1) : 217–252.

Baider, Fabienne & Maria Constantinou 2017. Europe and the Front National Stance: Shifting the Blame. *National Identity and Europe in Times of Crisis*, éds. Karner, Christian – Monika Kopytowska. Bingley: Emerald Publishing. 113–135.

Barbet, Denis & Mayaffre, Damon 2009. 2007. Débats pour l'Elysée. *Mots. Les langages du politique* 89 : 5–9.

Barthes, Roland 2002. *Le Neutre, Cours et séminaires au Collège de France (1977–1978)*. Paris : Seuil.

Costa, Olivier & Eric Kerrouche 2007. *Qui sont les députés français ? Enquête sur des élites inconnues*. Paris : Presses de Sciences Po.

Deloye, Yves 1999. *Se présenter pour représenter. Enquête sur les professions de foi électorales de 1848. La profession politique. XIXème–XXème siècles*, éd. Offerlé, Michel. Paris : Belin. 231–254.

Gaxie, Daniel 2000. *La démocratie représentative*. Paris : Montchrestien [3e éd.].

Guaresi, Magali 2018. *Parler au féminin. Les professions de foi des député.e.s sous la Cinquième République (1958–2007)*. Paris : L'Harmattan.

Guiraud, Pierre 1960. *Problèmes et méthodes de la statistique linguistique*. Paris : Larousse.

Guizot, François 2018 [1849]. *De la démocratie en France*. Paris : Hachette Livre.

Lafon, Pierre 1984. *Dépouillements et statistiques en lexicométrie*. Paris : Champion.

Lebart, Ludovic & Salem, André 1994. *Statistique textuelle*. Paris : Dunod.

Lefebvre, Rémi 2001. Rhétorique de la proximité et « crise de la représentation ». *Les Nouvelles Politiques locales. Cahiers lillois d'économie et de sociologie* 35–36 : 111–132.

Manin, Bernard 1996. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris : Flammarion.

Mayaffre, Damon 2012. *Le discours présidentiel sous la Ve République*. Paris : Presses de Sciences Po.

Mayaffre, Damon 2014. Plaidoyer en faveur de l'Analyse de Données Co(n)Textuelles. Parcours cooccurrentiels dans le discours présidentiel français (1958–2014). *Proceedings of the 12th International Conference on textual data Statistical Analysis*, Paris : 15–32.

Morin, Aurélie & Cécile Sourd 2007. Usages et usagers du mots démocratie et de ses dérivés. Une étude des professions de foi des candidats aux élections législatives et cantonales. *Mots. Les langages du politique* 83 : 23–35.
Poguntke, Thomas & Paul Webb 2005. *The Presidentialization of Politics: A Comparative Study of Modern Democracies*. Oxford : Oxford University Press.
Prost, Antoine 1974. *Vocabulaire des Proclamations électorales de 1881, 1885 et 1889*. Paris : Presses universitaires de France.
Rastier, François 2001. *Arts et sciences du texte*. Paris : Presses universitaires de France.
Rastier, François 2011. *La mesure et le grain*. Paris : Champion.
Wodak, Ruth *et al.* 2009. *The Discursive Construction of National Identity*. Edinburgh: Edinburgh University Press.